



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Conférence générale

40^e session, Paris 2019

40 C

40 C/16
13 novembre 2019
Original anglais

Point 5.2 de l'ordre du jour

JÉRUSALEM ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉOLUTION 39 C/36

PRÉSENTATION

Source : Résolution 39 C/36 ; décision 207 EX/38.

Contexte : Par la résolution susmentionnée, la Conférence générale a invité la Directrice générale à lui présenter, à sa 40^e session, un rapport d'étape sur la mise en œuvre du Plan d'action pour la sauvegarde du patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem, ainsi qu'à inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 40^e session. Par sa décision 207 EX/38, le Conseil exécutif a invité la Directrice générale à lui soumettre un rapport d'étape à ce sujet à sa 209^e session.

Objet : La Directrice générale informe la Conférence générale de la situation actuelle ainsi que des mesures prises pour sauvegarder le patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem depuis sa 39^e session.

Décision requise : Paragraphe 20.



Job: 201912406

Contexte

1. « La Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts (site proposé par la Jordanie) », site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et sur la Liste du patrimoine mondial en péril, est la ville sainte de trois religions monothéistes – le judaïsme, le christianisme et l'islam. L'importance historique, culturelle et spirituelle de Jérusalem, en tant que microcosme de la diversité de l'humanité, constitue en soi un appel au dialogue.

2. À sa 39^e session, la Conférence générale a examiné le document 39 C/16, dans lequel figurait un rapport de la Directrice générale concernant la préservation du patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem, et a adopté la résolution 39 C/36 par laquelle elle a décidé, entre autres, d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 40^e session. Depuis la 39^e session de la Conférence générale, cette question a été examinée à plusieurs reprises (documents et décisions 204 EX/25, 205 EX/28, 206 EX/32, 207 EX/38, WHC/18/42.COM/7A.add.2, WHC/19/43.COM/7A.add.3, 42 COM 7A.21 et 43 COM 7A.22).

3. Suite à une lettre reçue le 3 décembre 2018 des délégations permanentes de la Jordanie et de la Palestine auprès de l'UNESCO au sujet des avancées relatives au projet de construction d'un téléphérique au-dessus de la Vieille Ville de Jérusalem, le Secrétariat a adressé un courrier à Israël, État partie à la Convention, lui demandant des informations à ce sujet. Dans ce courrier, le Secrétariat indiquait que si ces avancées étaient avérées, il y aurait lieu de s'en inquiéter dans la mesure où le projet pourrait avoir un impact visuel sur l'intégrité du site du patrimoine mondial de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts. Au 11 novembre 2019, le Secrétariat n'avait toujours pas reçu de réponse officielle à ce courrier.

4. Ces derniers mois, le Secrétariat a reçu plusieurs lettres des délégations permanentes de la Jordanie et de la Palestine auprès de l'UNESCO, de l'ICOMOS Palestine, du Groupe des États arabes à l'UNESCO, de l'Organisation de la coopération islamique et de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) au sujet des projets de fouilles et de creusements de tunnels qui pourraient avoir un impact sur l'intégrité du site du patrimoine mondial de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts. Suite à ces lettres, le Secrétariat a adressé un courrier à Israël, État partie à la Convention, l'invitant à fournir des informations à cet égard. Dans ce courrier, le Secrétariat a indiqué que si ces projets étaient avérés il serait de la plus haute importance d'analyser leurs possibles effets et conséquences sur la valeur universelle exceptionnelle, l'intégrité et l'authenticité de ce site du patrimoine mondial. Au 11 novembre 2019, le Secrétariat n'avait toujours pas reçu de réponse officielle à ce courrier.

Plan d'action pour la sauvegarde du patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem

5. Par sa résolution 32 C/39, la Conférence générale a prié le Directeur général de créer un comité d'experts qui serait chargé de proposer des lignes directrices aux fins de l'élaboration d'un Plan d'action pour la sauvegarde du patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem. Le Centre pour le patrimoine mondial a envoyé plusieurs missions techniques à Jérusalem pour établir ce Plan d'action, grâce à la généreuse contribution financière du Gouvernement italien ainsi qu'à l'assistance fournie par le Gouvernement espagnol. Avec l'accord des parties concernées, le Plan d'action a été élaboré et a été approuvé en 2007 par le Conseil exécutif à sa 176^e session, par la Conférence générale à sa 34^e session, ainsi que par le Comité du patrimoine mondial.

6. Le Plan d'action comprend 18 projets parmi lesquels un seul a reçu des fonds, à savoir le projet pour la conservation de l'église Saint-Jean-Baptiste, qui a été financé par la Fondation A.G. Leventis de Chypre en 2009. Se fondant sur une étude de l'UNESCO et sur le descriptif de projet, la Fondation A.G. Leventis et le Patriarcat grec-orthodoxe ont coopéré à la mise en œuvre des travaux de restauration. Une mission du Centre du patrimoine mondial a été menée à Jérusalem, du 27 novembre au 1^{er} décembre 2013, pour procéder au parachèvement de ce projet. Celui-ci est aujourd'hui clos et le reliquat des fonds a été restitué au donateur en décembre 2014.

Assurer la durabilité du Centre pour la restauration des manuscrits islamiques du Haram-al-Sharif à Jérusalem

7. En vertu de l'accord conclu entre l'UNESCO et le Gouvernement norvégien en décembre 2011, relatif au projet intitulé « Assurer la durabilité du Centre pour la restauration des manuscrits islamiques du Haram al-Sharif à Jérusalem », l'UNESCO a prêté son concours au Centre de restauration du musée afin de renforcer les capacités de son personnel en matière de préservation des manuscrits islamiques. Depuis le lancement du projet, 14 modules d'apprentissage ont été mis en œuvre avec plus de 1 538 heures de formation aux techniques de conservation et de restauration, en plus des visites de centres de restauration organisées à Amman, Paris et Florence en 2013. Deux ateliers de formation se sont tenus à Amman avec le concours du Ministère jordanien des Awqaf et du Centre royal de documentation de la Cour royale hachémite. La Jordanie a offert un poste permanent à 10 membres du personnel du Centre. Le projet a permis de doter le Centre d'équipements et de matériel de conservation. L'UNESCO a mené sept missions de suivi et de consultation pendant la période de mise en œuvre du projet, entre 2011 et 2015. Les acteurs concernés planifient actuellement une nouvelle phase du projet visant à rendre le Centre opérationnel, autonome et viable, par un renforcement des capacités, la rénovation des locaux et l'élaboration d'une stratégie ; une proposition de projet a été soumise à cet effet à l'attention du Gouvernement norvégien le 1^{er} août 2019.

Projet pour la sauvegarde, la rénovation et la revitalisation du Musée islamique

8. En ce qui concerne le projet intitulé « Sauvegarde, rénovation et revitalisation du Musée islamique du Haram al-Sharif et de sa collection », financé par l'Arabie saoudite, l'Awqaf jordanien de Jérusalem et Ta'awun, les locaux du Musée ont été rénovés et équipés, et du personnel a été nommé et a reçu une formation dans des domaines tels que les inventaires, le catalogage, la conservation de base, la restauration, la photographie, la langue anglaise et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Des discussions ont été entamées avec l'Awqaf jordanien de Jérusalem afin de poursuivre la réhabilitation et le réaménagement du musée et d'élaborer des projets d'expositions.

La Rampe des Maghrébins

9. Le Conseil exécutif, lors d'une Réunion plénière spéciale à sa 176^e session (2007), a demandé l'examen d'un point séparé concernant la Rampe des Maghrébins dans le contexte global du patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem. Le Conseil exécutif et le Comité du patrimoine mondial ont demandé au Directeur général et au Centre du patrimoine mondial de faciliter le dialogue entre experts israéliens et jordaniens (y compris ceux du Waqf jordanien) concernant la conception proposée pour la Rampe des Maghrébins et souhaité que ne soit prise aucune mesure, unilatérale ou autre, susceptible de compromettre l'authenticité et l'intégrité du site.

10. Deux réunions techniques ont eu lieu à Jérusalem, en janvier et février 2008, entre des experts israéliens et jordaniens (y compris ceux du Waqf jordanien), en présence de représentants du Centre du patrimoine mondial, de l'ICCROM et de l'ICOMOS. En dépit des nouvelles décisions prises par le Conseil exécutif à ses 189^e, 190^e et 191^e sessions et par le Comité du patrimoine mondial à sa 36^e session, il n'a pas été possible d'organiser de réunion de suivi sur la question depuis 2008. Les autorités israéliennes et jordaniennes ont élaboré deux plans distincts de reconstruction de la Rampe des Maghrébins, lesquels ont été transmis au Centre du patrimoine mondial en mai 2011. Afin de faciliter le dialogue entre les parties concernées comme demandé par le Comité du patrimoine mondial et le Conseil exécutif, l'UNESCO a organisé une réunion technique au Siège en avril 2012, à laquelle ont participé des représentants du Centre du patrimoine mondial, de l'ICCROM et de l'ICOMOS. Le projet des experts jordaniens a été présenté et discuté lors de cette réunion. Israël a informé le Centre du patrimoine mondial qu'il ne participerait pas à la réunion. En raison de l'absence des experts israéliens, aucun examen ni débat concernant le projet israélien n'a pu avoir lieu. La situation reste donc inchangée.

11. Les informations que le Secrétariat a reçues des délégations permanentes de la Jordanie et de la Palestine auprès de l'UNESCO indiquaient que les autorités israéliennes avaient repris les travaux sur la Rampe depuis mai 2012. À la suite de la décision 191 EX/5 (I) du Conseil exécutif, une réunion entre les autorités israéliennes et jordaniennes devait se tenir au Siège de l'UNESCO le 27 mai 2013. Mais, faute d'accord sur le mandat de la mission de suivi réactif, la réunion n'a pas pu avoir lieu.

12. À sa 194^e session, à la suite d'un vote par appel nominal, le Conseil exécutif a invité toutes les parties concernées à participer à la réunion d'experts sur la Rampe des Maghrébins, qui devait se tenir à l'UNESCO à une date à arrêter, avant la 38^e session du Comité du patrimoine mondial (Doha, 2014). À sa 38^e session, le Comité du patrimoine mondial a été informé que toutes les Parties concernées n'avaient pas été en mesure d'assister à la réunion d'experts prévue avant l'ouverture de sa session, le 15 juin 2014.

13. Toutes les décisions relatives à la Vieille Ville de Jérusalem prises entre 2014 et 2016 par le Conseil exécutif et le Comité du patrimoine mondial ont été adoptées à l'issue d'un vote au scrutin secret ou par appel nominal, et demandaient que soit organisée une réunion d'experts de l'UNESCO au sujet de la Rampe des Maghrébins. En outre, ces décisions invitaient toutes les parties concernées à faciliter l'organisation de cette réunion d'experts et demandaient que le rapport de la réunion leur soit présenté.

14. Au moment de l'établissement du présent document, la réunion dont la tenue avait été recommandée par le Conseil exécutif et le Comité du patrimoine mondial n'avait pas eu lieu.

La mission de suivi réactif de l'UNESCO sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem

15. Depuis 2010, le Comité du patrimoine mondial demande « l'envoi d'une mission conjointe de suivi réactif Centre du patrimoine mondial-ICCROM-ICOMOS sur le bien, conformément aux Orientations, afin d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action et de donner son avis à ce sujet, en coopération et en consultation avec les parties concernées, et de définir les modalités et mécanismes opérationnels et financiers appropriés et pour renforcer la coopération technique avec toutes les parties concernées dans le cadre du Plan d'action ».

16. Lors de la 190^e session du Conseil exécutif (octobre 2012), les États membres ont exprimé leur préoccupation au sujet de l'absence de progrès dans la mise en œuvre des décisions du Conseil exécutif concernant le patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem. À la 191^e session du Conseil, les parties concernées étaient parvenues à un consensus pour l'envoi d'une mission sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem en mai 2013. La mission devait se dérouler du 20 au 25 mai 2013. Toutefois, aucun accord n'a pu être trouvé entre les parties concernées quant au mandat de la mission, ce qu'a regretté le Comité du patrimoine mondial à sa 37^e session (Phnom Penh, 2013).

17. À sa 194^e session (avril 2014), le Conseil exécutif a demandé l'envoi, à une date à arrêter, mais avant le début de la 38^e session du Comité du patrimoine mondial (Doha, 2014), de la mission conjointe de suivi réactif WHC/ICCROM/ICOMOS sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts. Toutefois, à sa 38^e session, le Comité du patrimoine mondial a été informé qu'il n'avait pas été possible d'entreprendre cette mission conjointe de suivi réactif avant la tenue de la session, comme l'avait demandé le Conseil exécutif.

18. Depuis lors, et avant octobre 2017, le Comité du patrimoine mondial et le Conseil exécutif ont chacun demandé, à l'issue d'un vote au scrutin secret ou par appel nominal, l'envoi de la mission de suivi réactif sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem, et souligné que cette mission devait être mise en œuvre d'urgence. Les décisions en question demandaient en outre que le rapport et les recommandations de la mission de suivi réactif soient présentés aux parties concernées.

19. Conformément aux décisions pertinentes du Conseil exécutif et du Comité du patrimoine mondial, adoptées sur la base d'un consensus par ces organes directeurs depuis octobre 2017,

l'UNESCO s'est efforcée de favoriser les échanges entre les experts israéliens, palestiniens et jordaniens (y compris ceux du Waqf jordanien) en ce qui concerne la protection de la Vieille Ville de Jérusalem et de ses remparts, notamment afin de faciliter la mise en œuvre de la mission de suivi réactif de l'UNESCO sur le site de la Vieille Ville de Jérusalem ainsi que la tenue d'une réunion d'experts de l'UNESCO sur la Rampe des Maghrébins. Au moment de la rédaction du présent document, la mission de suivi et la réunion d'experts n'avaient pas encore pu avoir lieu.

Projet de résolution proposé

20. Compte tenu de ce qui précède, la Conférence générale souhaitera peut-être adopter une résolution libellée comme suit :

La Conférence générale,

Rappelant sa résolution 39 C/36, ainsi que les dispositions des quatre Conventions de Genève (1949), de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954) et de ses Protocoles additionnels, et de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), ainsi que l'inscription de la Vieille Ville de Jérusalem, à la demande de la Jordanie, sur la Liste du patrimoine mondial (1981) et sur la Liste du patrimoine mondial en péril (1982), et les recommandations, résolutions et décisions de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel,

Affirmant que rien dans la présente résolution, qui vise à sauvegarder le patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts, n'affectera en aucune manière les résolutions et décisions pertinentes des Nations Unies, en particulier les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sur le statut juridique de Jérusalem,

Ayant examiné le document 40 C/16,

1. *Exprime* ses sincères remerciements à la Directrice générale pour ses efforts ininterrompus menés dans le cadre de l'action de sauvegarde du patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem en application des résolutions de la Conférence générale, et *réitère sa préoccupation* face aux obstacles et pratiques, à caractère unilatéral ou non, préjudiciables à la préservation du caractère distinctif de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts ;
2. *Remercie* les donateurs internationaux de leurs généreuses contributions au Plan d'action de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem, et *invite* les États membres et la communauté internationale des donateurs à accroître, par le biais de financements extrabudgétaires, leur soutien aux activités visant à sauvegarder le patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem, en particulier dans le cadre du Plan d'action ;
3. *Exprime sa gratitude* à la Directrice générale pour les progrès réalisés dans la mise en œuvre d'activités de conservation, de restauration et de formation dans la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts, s'agissant en particulier du développement du Centre Al-Aqsa pour la restauration des manuscrits islamiques dans la Madrasa al-Ashrafiyah, grâce à la généreuse contribution financière et à la coordination de la Jordanie et de la Norvège, ainsi que de la rénovation et de la revitalisation du Musée islamique du Haram ash-Sharif, grâce à la généreuse contribution financière de l'Arabie saoudite ;
4. *Est consciente* des préoccupations exprimées concernant les fouilles archéologiques et les travaux israéliens dans la « Vieille Ville et des deux côtés des remparts » de la Vieille Ville de Jérusalem et ses remparts ;

5. *Invite* la Directrice générale à poursuivre ses efforts avec les parties concernées pour préserver la valeur universelle exceptionnelle de la Vieille Ville de Jérusalem, ainsi que son caractère distinctif ;
6. *Rappelle* que ce point est inscrit à l'ordre du jour de la 209^e session du Conseil exécutif ;
7. *Invite également* la Directrice générale à lui présenter, à sa 41^e session, un rapport d'étape sur la mise en œuvre du Plan d'action de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel de la Vieille Ville de Jérusalem, et *décide* d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 41^e session.